

Unité Départementale de l'Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 29 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOCAMA INDUSTRIE

105 rue de la Garenne
34746 Vendargues

Références : UD34/H3-2023-064
Code AIOT : 0006601168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement BIOCAMA INDUSTRIE implanté lieu-dit La Peyriere 34570 Pignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale "tri au carré" suite à l'émission « Capital » diffusée dimanche 5 février, qui faisait état d'un important trafic de déchets entre la France et l'Espagne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOCAMA INDUSTRIE
- lieu-dit La Peyriere 34570 Pignan
- Code AIOT : 0006601168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de tri transit de déchets non dangereux inertes et non inertes issus du BTP sur l'emprise d'une carrière hors d'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exportation transfrontalière de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Sans objet
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Sans objet
7	Quantités de déchets autorisée sur site	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1	/	Sans objet
8	Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les quantités de matériaux présentes respectent les volumes et emprises autorisés. Pour les exportations transfrontalières de déchets en mélange, la procédure d'information n'est pas adaptée. Cette non-conformité a notamment concerné des déchets exportés en 2022. Le registre des déchets doit être complété pour tracer les exportations de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : Un registre des déchets sortants est tenu à jour par l'exploitant. La sortie de 21,24 tonnes de papiers cartons plastiques en mélange le 4 janvier 2023 n'est pas présente dans le registre. L'exploitant doit faire preuve de plus de rigueur en l'absence du personnel habituel pour la saisie du registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : La date de sortie des déchets est bien renseignée dans le registre des déchets sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
Constats : Le code du déchet sortant est bien renseigné dans le registre, ainsi que la quantité et la dénomination.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre : gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
Constats : Le registre mentionne le transporteur du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre : destination du déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre mentionne la raison sociale du destinataire du déchet. Le numéro du document d'information ou de notification de transfert transfrontalier de déchet n'est pas consigné. En 2022, des déchets en mélange ont fait l'objet de transferts transfrontaliers via la procédure d'information réservé au déchet de la liste verte du règlement (CE) 1013/2006. Ensuite ces déchets sont bien exportés via la procédure de notification prévue pour les déchets relevant de la liste orange du règlement (CE) 1013/2006 susvisé. Le registre des déchets remis le jour de la visite diffère du registre transmis a posteriori par courriel du 10 mars 2023 (nature et quantités de certaines exportations de déchets industriels banals).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Quantités de déchets autorisée sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surface autorisée au titre de la rubrique 2517 [Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques] : stockage de produits bruts de démolition sur 17 000 m ² , stockage de produits traités sur 8 000 m ² , surface total de l'aire de transit de 25 000 m ² Quantité autorisée au titre de la rubrique 2716 [Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes] : 3 000 m ³ de déchets non dangereux non inertes issus de chantiers de démolition, déconstruction de bâtiments, de travaux publics, de centre de tri, de déchetteries et d'unités de fabrication d'éléments en béton.
Constats : L'exploitant a transmis un état des stocks : - rubrique 2517 : le stock était de 35 000 m ³ fin 2020, 31 000 m ³ fin 2021 et 14 000 m ³ fin 2022. - rubrique 2716 : 2885 m ³ de déchets étaient présents fin 2022, l'exploitant déclare que ses volumes ont diminué depuis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Transfert transfrontalier de déchets

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 3
Thème(s) : Autre, Transfert transfrontalier de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants : 1. s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ; 2. s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés : <ul style="list-style-type: none">• les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle ;• les déchets figurant à l'annexe IV A ;• les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A ;• les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.
Constats : Au premier semestre 2022, des déchets en mélange ont fait l'objet de transferts transfrontaliers via la procédure d'information, réservée au déchet relevant de la liste verte du règlement (CE) 1013/2006. Au regard des documents d'information consultés par sondage et de l'analyse du registre des déchets sortants, les exports illicites vers l'Espagne de déchets industriels banals en mélange sont constatés quasi quotidiennement au premier semestre 2022 jusqu'à plus de 24 tonnes par jour. Dans le registre mis à jour et transmis par courriel le 10 mars 2023, ces déchets sont majoritairement requalifiés en déchets de plastiques triés sans justification. Ensuite, à partir du 2ème semestre 2022 ces déchets ont bien été exportés via la procédure de notification prévue pour les déchets relevant de la liste orange du règlement (CE) 1013/2006; La non-conformité est donc considéré avoir cessée au jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet